Vandemeulebroeke

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, a été saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 14 février 1989, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "relative à la dépolitisation des nominations des pouvoirs publics". L'affaire a été examinée à la séance du 6 mars 1989 et l'avis a été donné le 10 avril 1989 après approbation du projet d'avis par les membres de la chambre.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, is op 14 februari 1989 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers om een advies verzocht omtrent een voorstel van wet "betreffende de depolitisering van de overheidsbenoemingen". De zaak is in behandeling genomen op de zitting van 6 maart 1989 en het advies is op 10 april 1989 uitgebracht, nadat het ontwerp-advies door de leden van de kamer was goedgekeurd.

La proposition de loi examinée tend à dépolitiser notamment certaines nominations dans les administrations de l'Etat, dans les organismes et institutions sur lesquels l'Etat exerce une quelconque forme de tutelle, dans certaines institutions et entreprises où l'Etat peut nommer des personnes pour exercer des mandats en son nom, dans l'armée et la gendarmerie, dans la magistrature et le notariat, et crée, à cet effet, une Commission nationale pour les nominations par les pouvoirs publics (en abrégé la C.N.N.P.) chargée de donner un avis impératif sur des nominations ou promotions et une Commission nationale spécifique pour les nominations et promotions dans la magistrature.

La section de législation a été saisie au cours de l'année 1983, d'une demande d'avis sur une proposition de loi déposée par M. le Sénateur WECKX, proposition de loi visant à dépolitiser les recrutements dans la fonction publique, mais à la suite de la dissolution des Chambres, elle n'a pas eu l'occasion de donner l'avis demandé. Cette proposition est différente de la proposition de loi actuellement examinée sur deux points à savoir que tout recrutement était subordonné à un concours dont les lauréats auraient été nommés dans l'ordre de leur classement et que les services publics concernés étaient énumérés de manière relativement précise.

I. La Constitution établit un régime de séparation des pouvoirs, lequel implique que chacun des trois pouvoirs qu'elle institue a des compétences qui lui sont réservées et que, dans les limites de ses attributions, il est indépendant à l'égard des deux autres.

A. En ce qui concerne le pouvoir exécutif.

Le principe entraîne pour conséquence qu'en raison de ses missions propres et de ses responsabilités, le pouvoir exécutif règle lui-même son organisation, le mode de son fonctionnement et le recrutement de ses agents.

Il ressort plus particulièrement des articles 29 et 66, deuxième alinéa, de la Constitution, qu'il appartient au Roi de créer les services d'administration générale et d'établir le statut des agents qui composent cette administration (1).

A de nombreuses reprises, la section d'administration du Conseil d'Etat a reconnu au Roi une prérogative exclusive en cette matière (2). La section de législation

.../...

---

(1) Sauf évidemment, en ce qui concerne les matières que la Constitution réserve au pouvoir législatif, telles que les pensions (article 114), la condition de nationalité (articles 4 et 6) et l'emploi des langues (article 59bis, § 3).

(2) Voyez arrêt du 12 décembre 1957 en cause DEPREZ, n° 5914; 13 octobre 1961 en cause CREVECOEUR, n° 8851; du 9 juillet 1975 en cause BERCKX, n° 17.128.

du Conseil d'Etat s'est de même, de manière constante, prononcée dans le même sens (1).

L'article 5 de la proposition, suivant lequel dans tous les départements ministériels de l'Etat, les candidatures à une nomination ou promotion sont à partir du grade d'inspecteur général soumises au conseil de direction (dont l'avis émis à l'unanimité est impératif) ou à la Commission nationale pour les nominations par les pouvoirs publics (dont l'avis est impératif s'il est émis à une majorité d'au moins six voix sur neuf) est contraire à l'article 66, alinéa 2, de la Constitution et doit être omis, étant donné qu'une telle disposition porte atteinte au caractère exclusif de la prérogative royale.

De même, suivant l'article 66, alinéa 1er, le Roi confère les grades dans l'armée. La proposition de loi examinée méconnaît cette disposition constitutionnelle en obligeant le Roi à tenir compte de l'avis impératif donné par la Commission nationale pour les nominations par les pouvoirs publics, sur les nominations et promotions des officiers supérieurs de l'armée.

.../...

---

(1) Voyez notamment, avis du 21 septembre 1987 sur une proposition de loi portant uniformisation et normalisation des recrutements dans les services publics (Doc. parl., Sénat, doc. 239 (1985-1986) - N° 2), avis du 21 octobre 1987 sur une proposition de loi spéciale créant les mandats de commissaire royal et de commissaire royal adjoint à la réforme de la fonction publique (Doc. parl., Sénat, doc. 350 (1985-1986) - N° 2) et avis du 21 octobre 1987 sur une proposition de loi relative à la réforme et à la codification du statut des agents de l'Etat (Doc. parl., Chambre, doc. 652/2 (1986-1987)).

Dès lors l'article 8 de la proposition, en tant qu'il soumet les nominations et promotions des officiers supérieurs de l'armée à l'avis impératif soit du comité d'armes, soit de la Commission nationale pour les nominations par les pouvoirs publics, prive le Roi du pouvoir d'appréciation qui est le sien, en vertu de l'article 66, alinéa 1er, de la Constitution.

B. En ce qui concerne le pouvoir judiciaire.

Suivant l'article 99 de la Constitution, les conseillers à la Cour de cassation sont nommés par le Roi sur deux listes doubles, présentées l'une par le Sénat, l'autre par la Cour de cassation.

Le même article dispose que les conseillers des cours d'appel et les présidents et vice-présidents des tribunaux de première instance de leur ressort, sont nommés par le Roi sur deux listes doubles présentées l'une par ces cours, l'autre par les conseillers provinciaux.

Il résulte de ces dispositions (qui associent le principe de cooptation et celui de l'élection) que la proposition de loi examinée est inapplicable aux magistrats qui y sont visés.

Pour les autres magistrats de l'Ordre judiciaire (juges de paix, juges, magistrats du ministère public), la Constitution donne au Roi le pouvoir de les nommer mais laisse au législateur le soin de fixer les conditions de nomination (1).

.../...

---

(1) CAMBIER : Droit judiciaire civil, Tome I.
Larcier, édition 1974, p. 118 à 121, p. 543 à 547.

Toutefois, suivant la proposition examinée, l'avis donné par la Commission pour les nominations dans la magistrature est un avis impératif lorsqu'il est émis à une majorité d'au moins six voix sur neuf.

Lorsque la Constitution attribue au Roi le pouvoir de nomination, comme le fait l'article 99, alinéa 1er, de la Constitution pour les juges de paix et pour les juges, y compris les magistrats du ministère public, le législateur ne peut, en recourant à l'avis impératif, priver le Roi du pouvoir d'appréciation qu'implique son droit de nommer les magistrats des cours et tribunaux.

Dès lors, l'article 14 de la proposition, en tant qu'il crée une commission nationale chargée de se prononcer sur les nominations et promotions dans la magistrature est, pour partie, contraire à l'article 99, alinéa 2 et suivants, de la Constitution et, pour le reste, réduit à néant le pouvoir d'appréciation qui est celui du Roi quand Il nomme les juges conformément à l'article 99, alinéa 1er, de la Constitution.

II. Certaines lois contiennent des règles tendant à prévenir des nominations purement politiques.

A. Les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Suivant l'article 70, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, les conseillers d'Etat sont nommés par le Roi sur deux listes comprenant chacune trois candi-

dats et présentées, l'une par le Conseil d'Etat et l'autre alternativement par la Chambre des Représentants et par le Sénat. En outre, suivant le paragraphe 2 du même article, les conseillers d'Etat sont pour la moitié de leur nombre, nommés parmi les membres de l'auditorat et du bureau de coordination dont il sera dit ci-dessous qu'ils sont recrutés par concours. Enfin, suivant le paragraphe 3 du même article, le Conseil d'Etat choisit en son sein son premier président, son président et ses présidents de chambre.

Il en résulte que les règles de nomination et de promotion des conseillers d'Etat sont telles qu'elles permettent de prévenir des nominations purement politiques.

D'autre part, suivant l'article 71, § 1er, des lois coordonnées précitées sur le Conseil d'Etat, les auditeurs adjoints et les référendaires adjoints sont nommés par le Roi sur une liste indiquant l'ordre de leur classement à un concours dont le Conseil d'Etat détermine les conditions et constitue les jurys.

Les membres de l'auditorat et du bureau de coordination sont recrutés en respectant l'ordre de leur classement dans la liste des lauréats du concours organisé par le Conseil d'Etat. Cette condition de nomination exclut qu'ils puissent être nommés sur base d'autres considérations que celle de leur mérite.

.../...

B. Autres lois.

1. Il n'est pas possible d'examiner dans le cadre du présent avis, toutes les lois ayant créé des organismes d'intérêt public, mais il est obvie que certaines de ces lois ou des arrêtés pris en vue de leur exécution imposent des règles particulières de recrutement ou de promotion des agents, et notamment la présentation d'une liste de candidats par le conseil d'administration de l'organisme, afin de prévenir la politisation des nominations.

L'exemple précité des magistrats du Conseil d'Etat démontre que l'auteur de la proposition, en donnant à celle-ci une application générale et en ne prévoyant aucune disposition modificative ou abrogative, a perdu de vue ces règles particulières.

Dans ces conditions, l'adoption de la proposition examinée aurait pour effet, soit d'abroger implicitement ces dispositions législatives et de subordonner les nominations futures à des conditions qui ne seraient pas plus efficaces que celles prévues dans les dispositions existantes, soit de laisser subsister les règles particulières existantes et de priver ainsi de tout effet utile les dispositions de la proposition examinée en tant qu'elles dérogent à ces règles particulières.

2. D'autre part, selon la proposition examinée, l'avis donné par la Commission nationale pour les nominations par les pouvoirs publics dans les administrations de l'Etat (article 5), en dehors de ces administrations (article 6) ou dans la gendarmerie (article 8), est un avis impératif lorsqu'il est émis à une majorité d'au moins six voix sur neuf.

.../...

L'avis impératif ne se concilie guère avec le pouvoir d'appréciation que doit avoir toute autorité compétente pour procéder à des nominations ou promotions.

Même lorsque le Roi tient de la loi, sa compétence d'accorder une nomination ou une promotion, il se conçoit mal que cette compétence puisse être réduite à néant par l'obligation, qui lui est imposée de manière générale par la présente proposition, de se conformer à un avis impératif d'une commission dont les membres sont désignés par les bureaux réunis de la Chambre et du Sénat en recourant au tirage au sort.

III. Suivant l'article 7 de la proposition examinée, les présidents de la Chambre et du Sénat chargent la Commission nationale pour les nominations par les pouvoirs publics de dresser la liste des institutions visées à l'article 6 et en particulier des institutions au sein desquelles, l'Etat, en tant que membre d'un comité de direction, d'un conseil d'administration ou de gestion ou de tout autre organe ou administration dirigeant dans une institution ou dans un organisme même s'il est purement consultatif, est tenu de proposer ou de nommer des candidats, comme pouvoir de tutelle, comme actionnaire, partenaire ou membre.

Il appartient au législateur de déterminer l'étendue de la mission d'un organisme consultatif. Ce n'est pas à la Commission nationale pour les nominations par les pouvoirs publics de déterminer quelles sont les institutions au sein desquelles l'Etat est tenu de proposer

.../...

ou de nommer des candidats, soit comme pouvoir de tutelle, soit comme actionnaire, partenaire ou membre. Un tel pouvoir ne peut d'autant moins lui être attribué que ces institutions sont désignées dans des termes très larges et que l'exercice de ce pouvoir ne serait soumis à aucune limite.

En tout cas, il faut exclure du champ d'application de la proposition examinée le personnel des administrations et organismes qui sont, dès à présent, communautaires ou régionaux, notamment les établissements d'enseignement en général y compris les universités, ou encore la Société intercommunale de la rive gauche de l'Escaut ou la Société nationale des chemins de fer vicinaux.

En conclusion, la proposition doit être fondamentalement revue, en omettant les dispositions inconstitutionnelles et en tenant mieux compte des différents systèmes de nomination existants qui peuvent être aussi efficaces pour prévenir toute politisation que le système trop général que l'auteur de la proposition a conçu sans tenir compte des incidences du système nouveau sur les lois existantes.

Het onderhavige wetsvoorstel strekt ertoe inzonderheid sommige benoemingen in de rijksbesturen, in de organen en de instellingen waarop de Staat enige vorm van toezicht uitoefent, in bepaalde instellingen en ondernemingen waar de Staat personen kan benoemen om in zijn naam mandaten te vervullen, in het leger en bij de rijkswacht, in de magistratuur en onder de notarissen uit de politieke sfeer te halen. Het richt daartoe een Nationale Commissie voor Overheidsbenoemingen (afgekort als N.C.O.B.) op, die ermee belast wordt over benoemingen of bevorderingen een bindend advies te geven, alsook een specifieke nationale commissie wat de benoemingen en bevorderingen in de magistratuur betreft.

In de loop van het jaar 1983 is de afdeling wetgeving om advies gevraagd over een door senator WECKX ingediend wetsvoorstel om het politieke karakter te ontnemen aan de indienstnemingen bij de overheid, maar ten gevolge van de ontbinding van de Kamers heeft de afdeling niet de gelegenheid gehad haar advies te geven. Dat voorstel verschilt van het onderhavige wetsvoorstel op twee punten, namelijk dat voor elke indienstneming een vergelijkend examen diende te worden afgelegd, waarbij de geslaagden volgens hun rangschikking benoemd zouden zijn geworden en dat de betrokken overheidsdiensten vrij nauwkeurig werden opgesomd.

.../...

I. De Grondwet voorziet in een regeling van scheiding der machten, wat impliceert dat elk van de drie er door ingestelde machten bevoegdheden bezit die uitsluitend voor haar zijn bestemd, en dat elke macht binnen de grenzen van haar bevoegdheden onafhankelijk is van de twee andere.

A. Ten aanzien van de uitvoerende macht.

Het bedoelde beginsel heeft tot gevolg dat de uitvoerende macht, omdat ze haar eigen opdrachten en haar taken heeft, zelf haar organisatie, haar werkwijze en de indienstneming van haar personeel regelt.

Er blijkt meer bepaald uit de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet dat het aan de Koning is om de diensten van algemeen bestuur op te richten en het statuut van het personeel van dat bestuur vast te leggen (1).

De afdeling administratie van de Raad van State heeft herhaaldelijk erkend dat de Koning ter zake een pre-

.../...

---

(1) Behalve natuurlijk voor de aangelegenheden welke de Grondwet uitsluitend voor de wetgevende macht bestemt, zoals de pensioenen (artikel 114), het nationaliteitsvereiste (artikelen 4 en 6) en het gebruik van de talen (artikel 59bis, § 3).

rogatief heeft (1). De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft zich insgelijks gestadig in dezelfde zin uitgelaten (2).

Artikel 5 van het voorstel, volgens hetwelk de kandidaturen voor een benoeming of een bevordering, vanaf de graad van inspecteur-generaal, in alle ministeriële departementen van de Staat worden voorgelegd aan de directieraad (waarvan het eenparige advies bindend is) of aan de Nationale Commissie voor Overheidsbenoemingen (waarvan het advies bindend is als het met een meerderheid van ten minste zes op negen stemmen wordt uitgebracht), is in strijd met artikel 66, tweede lid, van de Grondwet en moet vervallen, aangezien een zodanige bepaling afbreuk doet aan het alleenrecht van de Koning.

Evenzo verleent de Koning krachtens artikel 66, eerste lid, de graden in het leger. Het onderhavige wetsvoorstel veronachtzaamt die grondwetsbepaling doordat het de Koning verplicht rekening te houden met het bindende advies dat de Nationale Commissie voor Overheidsbenoemingen geeft over de benoemingen en de bevorderingen van de hogere legerofficieren.

.../...

---

(1) Zie het arrest van 12 december 1957 in zake DEPREZ, nr. 5914; 13 oktober 1961 in zake CREVECOEUR, nr. 8851; 9 juli 1975 in zake BERCKX, nr. 17.128.

(2) Zie onder meer het advies van 21 september 1987 over een voorstel van wet tot uniformisatie en normalisatie van de wervingen in de openbare besturen (Gedr. St., Senaat, stuk 239 (1985-1986) - nr. 2), het advies van 21 oktober 1987 over een voorstel van bijzondere wet tot instelling van de mandaten van koninklijk commissaris en adjunct-koninklijk commissaris voor de hervorming van het openbaar ambt (Gedr. St., Senaat, stuk 350 (1985-1986) - nr. 2) en het advies van 21 oktober 1987 over een wetsvoorstel betreffende de hervorming en de codificering van het statuut van het rijkspersoneel (Gedr. St., Kamer, stuk 652/2 (1986-1987)).

Derhalve ontneemt artikel 8 van het voorstel, in zover het de benoemingen en de bevorderingen van de hogere legerofficieren afhankelijk stelt van het bindende advies hetzij van het wapencomité, hetzij van de Nationale Commissie voor Overheidsbenoemingen, de Koning de beoordelingsbevoegdheid die Hij krachtens artikel 66, eerste lid, van de Grondwet bezit.

B. Ten aanzien van de rechterlijke macht.

Luidens artikel 99 van de Grondwet worden de raadsheren in het Hof van Cassatie door de Koning benoemd uit twee lijsten van twee kandidaten waarvan de ene door de Senaat en de andere door het Hof van Cassatie wordt voorgelegd.

Hetzelfde artikel bepaalt dat de raadsheren in de hoven van beroep en de voorzitter en ondervoorzitters der rechtbanken van eerste aanleg binnen hun rechtsgebied door de Koning worden benoemd uit twee lijsten van twee kandidaten, waarvan de ene door die hoven en de andere door de provincieraden wordt voorgelegd.

Uit die bepalingen (die het beginsel van de coöptatie paren aan dat van de verkiezing) blijkt dat het onderhavige wetsvoorstel niet toepasselijk is op de erin bedoelde magistraten.

.../...

Voor de andere magistraten van de rechterlijke orde (vrederechters, rechters, magistraten van het openbaar ministerie) maakt de Grondwet de Koning bevoegd om hen te benoemen, maar laat zij het aan de wetgever over de benoemingsvoorwaarden vast te stellen (1).

Volgens het onderhavige voorstel is het door de Commissie voor de benoemingen in de magistratuur gegeven advies echter bindend wanneer het met een meerderheid van ten minste zes op negen stemmen wordt uitgebracht.

Wanneer de Grondwet aan de Koning de benoemingsbevoegdheid verleent, zoals zij in artikel 99, eerste lid, doet voor de vrederechters en voor de rechters, met inbegrip van de magistraten van het openbaar ministerie, mag de wetgever door te werken met een bindend advies de Koning niet de beoordelingsbevoegdheid ontnemen die besloten ligt in Zijn recht om de magistraten van de hoven en rechtbanken te benoemen.

Bijgevolg is artikel 14 van het voorstel, dat een nationale commissie opricht die ermee belast wordt zich uit te spreken over de benoemingen en de bevorderingen in de magistratuur, hierdoor gedeeltelijk in strijd met artikel 99, tweede lid, en volgende van de Grondwet en doet het voor het overige de beoordelingsbevoegdheid teniet waarover de Koning beschikt als Hij de rechters benoemt overeenkomstig artikel 99, eerste lid, van de Grondwet.

.../...

---

(1) CAMBIER : "Droit judiciaire civil", Deel I, Larcier, uitgave 1974, blz. 118 tot 121, blz. 543 tot 547.

II. In bepaalde wetten komen regels voor om louter politieke benoemingen te voorkomen.

A. De gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Volgens artikel 70, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State worden de staatsraden door de Koning benoemd uit twee lijsten, elk met drie kandidaten, waarvan één door de Raad van State en één beurtelings door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en door de Senaat wordt voorgedragen. Bovendien worden de staatsraden volgens paragraaf 2 van datzelfde artikel voor de helft van hun aantal benoemd uit de leden van het auditoraat en van het coördinatiebureau, die, zoals hierna wordt gezegd, op basis van een vergelijkend examen in dienst worden genomen. Volgens paragraaf 3 van hetzelfde artikel ten slotte, kiest de Raad van State uit zijn leden zijn eerste voorzitter, zijn voorzitter en zijn kamervoorzitters.

Daaruit volgt dat de regels voor de benoeming en de bevordering van de staatsraden zo zijn dat louter politieke benoemingen kunnen worden voorkomen.

Bovendien worden de adjunct-auditeurs en de adjunct-referendarissen luidens artikel 71, § 1, van de bovenvermelde gecoördineerde wetten op de Raad van State door de Koning benoemd uit een lijst vermeldende hun rangschikking voor een vergelijkend examen waarvoor de Raad van State de voorwaarden bepaalt en de examencommissies aanstelt.

.../...

De leden van het auditoraat en van het coördinatiebureau worden in dienst genomen met inachtneming van hun rangschikking op de lijst van de geslaagden voor het door de Raad van State georganiseerde vergelijkend examen. Die benoemingsvoorwaarde sluit uit dat zij zouden worden benoemd op basis van andere overwegingen dan hun verdienste.

B. Andere wetten.

1. In het bestek van dit advies is het niet mogelijk alle wetten te onderzoeken waarbij instellingen van openbaar nut zijn opgericht, maar het is duidelijk dat in sommige van die wetten of besluiten die tot uitvoering ervan zijn vastgesteld, bijzondere regels worden voorgeschreven voor de indienstneming of de bevordering van het personeel, en inzonderheid dat de raad van bestuur van de instelling een lijst van kandidaten voorlegt, ten einde te voorkomen dat de benoemingen een politieke zaak worden.

Het boven aangehaalde voorbeeld van de magistraten bij de Raad van State toont aan dat de initiatiefnemer van het voorstel, die een algemene gelding aan het voorstel geeft en in geen enkele wijzigings- of opheffingsbepaling voorziet, hierdoor die bijzondere regels uit het oog heeft verloren.

Met dat alles zou de aanneming van het onderhavige voorstel ten gevolge hebben hetzij dat die wetsbepalingen impliciet worden opgeheven en de toekomstige benoemingen afhankelijk worden gesteld van voorwaarden die niet doeltreffender zouden zijn dan die welke de bestaande bepalingen

stellen, hetzij dat de bestaande bijzondere regels in stand gelaten worden en de bepalingen van het onderhavige voorstel dus elk nuttig effect komen te verliezen in zoverre zij van die bijzondere regels afwijken.

2. Anderzijds is het advies van de Nationale Commissie voor Overheidsbenoemingen in de rijksbesturen (artikel 5), buiten die besturen (artikel 6) of bij de rijkswacht (artikel 8), volgens het onderhavige voorstel, een bindend advies wanneer het met een meerderheid van ten minste zes op negen stemmen wordt uitgebracht.

Het bindende advies verdraagt zich niet goed met de beoordelingsbevoegdheid die elke, voor benoemingen of bevorderingen bevoegde instantie behoort te hebben.

Zelfs wanneer de Koning zijn bevoegdheid om benoemingen te doen of bevorderingen te verlenen aan de wet ontleent, is het niet goed denkbaar dat die bevoegdheid teniet kan worden gedaan door de verplichting, die Hem op algemene wijze door het onderhavige voorstel wordt opgelegd, om zich te gedragen naar een bindend advies van een commissie waarvan de leden door loting worden aangewezen door de verenigde vergadering van de bureaus van Kamer en Senaat.

III. Luidens artikel 7 van het onderhavige voorstel gelasten de voorzitters van Kamer en Senaat de Nationale Commissie voor Overheidsbenoemingen de lijst van de in artikel 6 bedoelde instellingen op te maken en meer bepaald van de instellingen waarbinnen de Staat als lid van een

directiecomité, een raad van bestuur of van beheer of enig ander leidinggevend orgaan of bestuur in een instelling of een orgaan, ook als het een louter adviesorgaan is, kandidaten heeft voor te dragen of te benoemen in de hoedanigheid van toezichthoudende overheid, aandeelhouder, partner of lid.

Het is zaak van de wetgever de omvang van de taak van een adviesorgaan te bepalen. Het is niet aan de Nationale Commissie voor Overheidsbenoemingen om uit te maken in welke instellingen de Staat kandidaten heeft voor te dragen of te benoemen in de hoedanigheid van toezichthoudende overheid, hetzij als aandeelhouder, partner of lid. Zo'n bevoegdheid kan des te minder aan de commissie worden verleend daar die instellingen in zeer ruime bewoordingen worden aangewezen en voor de uitoefening van die bevoegdheid geen enkele beperking zou gelden.

In elk geval moet buiten de werkingssfeer van het onderhavige voorstel worden gehouden het personeel van de besturen en de instellingen die voortaan tot het terrein van de Gemeenschappen of de Gewesten behoren, inzonderheid de onderwijsinstellingen in het algemeen, universiteiten inbegrepen, of ook nog de Intercommunale Maatschappij tot aanleg van de linker Scheldeoever of de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen.

De slotsom is dat het voorstel grondig moet worden herzien, zodanig dat de ongrondwettige bepalingen vervallen en meer acht wordt geslagen op de diverse bestaande benoemingsregelingen die ter voorkoming van enige politisering even doeltreffend kunnen zijn als het te algemene systeem dat de initiatiefnemer van het voorstel heeft uitgedacht zonder de terugslag van de nieuwe regeling op de bestaande wetten in te calculeren.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme A. DEBUSSCHERE, auditeur adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. DEBUSSCHERE, adjunct auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.